



Les pays européens sont en prise avec une accumulation de défis. Ils font face à une crise de la démocratie qui rend incertain le sens que nous devons donner à notre avenir commun. De fait la construction européenne est interrogée, et oscille entre affaïssement et rebond. Les élections en France sont un moment crucial où se joue notre avenir national mais aussi une part de l'avenir européen.

Réformer la France pour elle-même et pour l'Europe

Malgré d'indéniables atouts, la France est aujourd'hui confrontée à des défis majeurs. De quelles réformes la France a-t-elle besoin, non pour plaire à Bruxelles, mais pour son bien propre, interroge Carole Ulmer, directrice des études de Confrontations Europe. Enjeu numéro un, la réforme du système éducatif, qui reproduit les inégalités, conduit trop de jeunes sur la voie de l'exclusion, prépare mal aux compétences utiles dans le monde d'aujourd'hui. Sa réforme passe par la formation des enseignants, l'accroissement de l'autonomie des établissements et une plus grande attention portée à la transition entre le secondaire et l'enseignement supérieur, insiste Vincent Aussilloux, Directeur du département Economie de France Stratégie. L'Allemagne rencontre des problèmes similaires explique Franck Baasner, Directeur de l'Institut Franco-allemand de Ludwigsburg, mais est plus performante pour le passage à l'emploi grâce à son système de formation en entreprise. Le transposer à la France exigerait de confier aux entreprises un rôle accru. Quant aux réformes du marché du travail allemand, elles ont fait augmenter l'emploi précaire de 3% et l'emploi stable de 19%. Les enquêtes révèlent que les Allemands n'ont jamais été aussi satisfaits de leur sort et de la situation du pays. Le marché du travail français se caractérise, lui, par une absence de mobilité (géographique, professionnelle, statutaire). Assurer une protection et un accompagnement des personnes qui subissent les effets négatifs des changements économiques tout au long de leur parcours professionnel est une priorité. Jeter les bases d'un véritable marché du travail européen est nécessaire, l'Allemagne en aurait tout autant besoin (certains membres du gouvernement allemand sont aussi favorables à une assurance chômage européenne). Il faudrait étendre Erasmus + à toute une classe d'âge et développer des manuels d'histoire de l'Europe communs à tous les Etats-membres. En matière de compétitivité, les entreprises industrielles françaises ont perdu du terrain dans les années 2000 et peinent à s'approprier les outils du numérique, à la différence de la population. L'accent doit être mis sur la régénération du tissu productif français, et de son potentiel de high-tech, notamment via un fonds de capital-risque pour les start-up, les Allemands se centrant davantage sur les middle-tech (robotisation des machines-outils). Les industriels allemands pensent gagner la deuxième mi-temps de l'industrie 4.0, même s'ils n'ont pas anticipé l'ampleur du défi numérique, mais là aussi des investissements communs sont nécessaires. La politique de concurrence européenne doit viser l'objectif de faire face à la concurrence asiatique, américaine. Elle doit permettre et non s'opposer au développement d'une stratégie industrielle européenne.

Quant à la réforme de l'Etat, le constat est partagé : l'impératif de la réduction de la dette doit être accompagné d'un mieux investir pour une croissance inclusive, résume la chef d'entreprise Laurence Parisot. Pour cela, il faut distinguer les dépenses d'investissement des dépenses de fonctionnement excessives. Le rôle de la puissance publique est aussi de réduire les fractures territoriales qui sont en croissance alarmantes. Il existe d'autres voix en Allemagne, beaucoup plus favorables à l'investissement dans le capital humain et les infrastructures, que celle du ministre des finances W. Schauble qui se réjouit de l'excédent budgétaire allemand et appelle les autres à faire de même. Il faudrait aussi combiner l'impératif de financer l'éducation et la formation des personnes affectées par les mutations et une fonction de stabilisation macroéconomique de la zone euro. Pour continuer à construire l'Europe, l'Allemagne devra de toute façon bouger ses lignes sur la défense et le rapport à l'Afrique et le nouveau président français faire les réformes dont la France a besoin.

Construire et partager le progrès en Europe

Aujourd'hui, l'Europe est présentée par les populistes et extrémistes comme le cheval de Troie d'une mondialisation mal aimée. Le patriotisme, illusoire au niveau national, peut-il s'exercer au niveau européen? interroge Anne Macey, déléguée générale de Confrontations Europe. Face à la nouvelle configuration mondiale, l'Europe doit jouer un rôle face au défi de sécurité et de développement. Nous vivons d'un côté, une désaffection vis-à-vis de l'Europe, de l'autre, le besoin d'être ensemble, dans une Europe sociale et solidaire pour faire face à la mondialisation, au changement climatique, estime Thibault Weber, secrétaire confédéral au sein de la Confédération européenne des syndicats. Partager un diagnostic entre Européens, acteurs économiques et sociaux, sur ce qui est en jeu est clé pour transformer les défis en opportunités pour tous. Pour Stéphane Pallez, Présidente de la Française des jeux, « mieux d'Europe » signifie s'occuper des sujets sources d'anxiété. En matière de souveraineté numérique européenne, la discussion européenne est en retard et encore morcelée. Pourquoi ne pas nommer un Ambassadeur européen du numérique face aux GAFAs, avance-t-elle. C'est en relevant les défis communs : les besoins massifs d'investissement, notamment pour assurer la décarbonation de notre économie, et l'innovation que l'Europe témoignera de sa nécessité, ajoute Emmanuel Tuscherer Directeur des affaires européennes d'Engie. Les défis climatiques ne s'arrêtent pas à nos frontières. L'Europe a l'ambition de créer une plateforme de projets industriels et d'échanges pour assurer la sécurité d'approvisionnement et la compétitivité de nos entreprises européennes, mais le Plan Juncker même s'il était centré sur la transition énergétique ne couvrirait qu'un quart des besoins. Sans compter les besoins d'innovation liée à la révolution énergétique que nous vivons de plus en plus décentralisée sur nos territoires. Le Plan Juncker est un projet politique qui décide de réinvestir à long terme estime Jean-Louis Marchand, président de la Fédération européenne de la construction, mais ses fonds ont été captés dans une optique nationale, il faudrait le régionaliser pour permettre à des projets régionaux d'investissement d'émerger. Enfin, c'est l'ensemble de la démarche du marché intérieur qu'il faudrait ouvrir aux enjeux sociaux, estime Thibault Weber. Face au dumping social, la révision de la directive sur les travailleurs détachés va dans le bon sens. Le pilier des droits sociaux pourrait accoucher d'une souris. La cohérence des travaux de la Commission européenne doit être considérablement renforcée, le travail en silo, la séparation de l'économique et du social laisser place à l'implication des partenaires économiques et sociaux (exemple de la carte services où la DG Growth ne consulte pas les partenaires sociaux). De même, les mutations auxquelles nous sommes confrontés sont des enjeux de société et les entreprises ont une responsabilité à assumer au sein de leurs écosystèmes avec leurs partenaires pour accompagner ces transitions.

L'Europe face à l'enjeu démocratique

Le Brexit et la victoire de Trump, entre autres, soulignent la crise de nos démocraties focalisées sur les élections. Les divisions menacent notre cohésion nationale et européenne ; la gouvernance est critiquée. Certains reprochent à l'Europe d'être non démocratique. Faux, rétorque Eric Le Boucher, éditorialiste aux Echos. Aucun processus historique n'a jamais été aussi démocratique que la construction européenne. Mais nous avons plaqué un système artificiel sur une construction de droit, en espérant qu'il y aurait l'étincelle renchérit Hervé Jouanjean, Vice-Président de Confrontations Europe. Nous attendons de l'Europe qu'elle gouverne, elle n'a jamais été conçue pour. Les Etats passent leur temps à tenter de contourner l'Europe ce qui rend cette démocratie artificielle. Il y a un problème de répartition des pouvoirs que seuls les Etats peuvent résoudre. Les démocraties nationales sont en crise et l'Europe hérite des défaillances des démocraties analyse

Philippe Herzog, Président fondateur de Confrontations Europe ; c'est pourquoi il est essentiel de regarder ce qui se passe ailleurs en Europe. En Allemagne, la crise démocratique n'est pas visible estime Martin Koopman, Directeur de la Fondation Genshagen. Il y a des défis pour les partis traditionnels, mais le système en tant que tel n'est pas remis en cause et l'Allemagne regarde avec inquiétude ce qui se passe en France. Comment dès lors rapprocher les Européens sur des valeurs partagées et retrouver les citoyens nationaux ? Pour Philippe Herzog, la démocratie est la maison du peuple, l'espace public, ce que nous partageons. L'espace public à bâtir suppose un début de représentation transnationale, mais aussi une synchronisation des élections nationales et européennes. Pourquoi ne pas transformer les 73 sièges des Britanniques au Parlement européen en liste transnationale? Ainsi les citoyens comprendraient que les projets nationaux comportent aussi des choix européens ; ce qui permettrait un dialogue paneuropéen. Pour Sandro Gozi, Secrétaire d'Etat aux affaires européennes italien, l'identité européenne est unique et plurielle mais elle s'inscrit dans le respect des droits de l'Homme. Pour relancer le processus, il faut convaincre - qui vient du latin « convincere », c'est-à-dire « vaincre ensemble », les grands défis si nous faisons plus et mieux ensemble. Pour Confrontations Europe, l'Europe des cercles est l'angle de réflexion. Nous écartons l'idée d'Europe à deux vitesses. Il est essentiel de soigner le noyau commun, qui est le marché unique, mais il faut le penser avec une stratégie de compétitivité industrielle. Cependant sur la question sociale ou fiscale, il faut accepter que certains aillent plus loin dans l'intégration. Il faut aussi une politisation de l'Europe via l'approfondissement de la zone euro notamment.

Conclusions

Renouer avec un projet européen partagé, faire refluer les tentations de repli oblige les responsables politiques nationaux à assumer leur rôle de codécideurs des politiques européennes, à faire la pédagogie de la plus-value de politiques communes, à impliquer les acteurs de la société civile dans une démarche de participation active et responsable.

L'Union européenne doit porter des stratégies et décider de politiques industrielles, sociales et politiques à même de réduire les fractures territoriales, faisant vivre ses valeurs et donnant des perspectives d'avenir à ceux qui ont le sentiment d'être dessaisis de la maîtrise de leur destin.

Avec le soutien partiel de la Fondation de l'Institut Open Society en coopération avec OSIFE des Fondations Open Society